

EN MARCHÉ !

Caminando!

Bulletin de réflexion et d'engagement

Vol. 14, n° 4 • octobre 1994



ISTOÉ n° 1295

Spécial BRÉSIL

**91 % des coupeurs
de canne à sucre
entrent sur le marché
du travail entre
7 et 13 ans.**

Brésil

Les candidats du changement

Le défi qui attend le nouveau président brésilien est de taille. S'attaquer à un éventail de problèmes socio-économiques tout en redonnant un peu de crédibilité à un gouvernement qui en a pris pour son rhume depuis la destitution de Fernando Collor de Mello, le 29 décembre 1992, alors reconnu coupable de corruption. Le président par intérim, Itamar Franco avait tenté de résoudre cette crise politique en allant chercher des personnalités jouissant d'une certaine crédibilité pour combler les grands ministères. C'est le cas de Fernando Henrique Cardoso, qui a laissé son poste de ministre des finances au printemps dernier afin de pouvoir se lancer dans la course à la présidence.

Lula, le candidat du Parti des travailleurs (P.T.) et Cardoso, candidat du Parti social démocrate brésilien (PSDB) font partie d'une nouvelle génération de dirigeants politiques, à la fois plus sensibles et plus aptes à répondre aux problèmes sociaux du Brésil. Lula doit conjuguer avec les différentes tendances de la gauche tandis que Cardoso doit concilier son programme avec les exigences de la droite.

Notre dossier sur le Brésil situe les deux hommes à travers la conjoncture des derniers mois. Pierre Fournier qui a séjourné au Brésil l'été dernier identifie les embûches que Lula et le P.T.

retrouveront sur leur passage après les élections, tandis que Philippe Faucher, professeur de sciences politiques à l'Université de Montréal, nous explique la popularité de Cardoso auprès de l'électorat brésilien.

D'une manière ou d'une autre, on peut s'attendre à des changements structurels.

Nous aurions aimé pouvoir souhaiter bonne chance à Lula et à son équipe, mais au moment d'aller sous presse, les derniers sondages dont nous disposions nous incitait plutôt à poser la question, quels véritables changements Cardoso réserve-t-il aux Brésiliens et Brésiliennes?

Dans son plan en quatre étapes, Cardoso parle d'une réforme fiscale et d'une réforme de l'assurance sociale. Ils s'agit effectivement d'enjeux importants puisque comme vous pourrez le constater à travers le portrait socio-économique tracé dans notre dossier, on estime que 31 millions de Brésiliens n'ont aucune sécurité sociale. Pour ce qui est de la répartition des revenus, le Brésil figure parmi les pays les plus polarisés de la planète: 1% des plus riches bénéficie de 14,6% du revenu national tandis que 50% de la population se partage 11,2%! Le nouveau président sera-t-il en mesure de corriger la situation?

Dossier BRÉSIL



Cardoso

Entre le miracle et le mirage

ALORS QU'IL DOMINAIT LARGEMENT LES SONDAGES AU DÉBUT DE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE AVEC 40% DES INTENTIONS DE VOTE, LULA, LE CANDIDAT VEDETTE DU PARTI DES TRAVAILLEURS (PT), ET CÉLÈBRE SYNDICALISTE, NE RECUEILLAIT PLUS QUE 22% À DEUX SEMAINES DU SCRUTIN. C'EST PLUTÔT SON PRINCIPAL RIVAL, FERNANDO HENRIQUE CARDOSO QUI VOGUAIT ALLÈGREMENT VERS LA VICTOIRE AVEC 44% DES INTENTIONS DE VOTE.

«Il est difficile de dire à quelqu'un qui recueille plus de 40% des intentions de vote que sa stratégie n'est pas la bonne», explique Philippe Faucher, professeur de sciences politiques à l'Université de Montréal. «Lula croyait probablement qu'il ne lui manquait que quelques pourcents de plus pour gagner la présidence. Tout au long de la campagne il n'a jamais réussi à ajuster son discours en fonction du contexte. On peut même considérer, poursuit M. Faucher que le 22% des intentions de vote que conserve Lula correspond assez précisément à la base traditionnelle du P.T. Il s'agit donc d'un vote considéré comme captif. ».

M. Faucher s'intéresse au Brésil depuis 1975! Il a suivi la création du Parti de travailleurs en 1979 mais aussi l'évolution du Parti social démocrate brésilien (PSDB) duquel est issu Cardoso et dont il n'a jamais quitté les rangs. Selon lui, le succès du plan de stabilisation économique de ce dernier, explique sa fulgurante ascension dans les sondages. «Contrairement à ses prédécesseurs, Cardoso a tenu parole, et c'est peut-être ça qui plait le plus au Brésilien», constate M. Faucher.

Alors ministre des finances, le quatrième en moins d'un an, Cardoso annonce qu'il n'y aura pas de gel de prix pour combattre l'inflation. Il instaure plutôt une «unité de référence de valeur», concept quelque peu théorique qui vise à restreindre la portée des spéculations sur les prix à la consommation. Le 1^{er} juillet, il émet une nouvelle monnaie, le *real* en remplacement du *cruzeiro* (1 *real* valait 0.89 \$ U.S à la mi-septembre). Pour soutenir sa nouvelle devise, il constitue une réserve de 32 milliards de \$ U.S.. Enfin, il suspend les systèmes d'indexation automatique qui permettaient aux travailleurs de suivre le coût de la vie.

Contre toute attente, le plan de stabilisation fonctionne. En juillet, on a enregistré une perte du pouvoir d'achat de l'ordre de 5%, en août, l'inflation ne dépassait pas les 2% et les prévisions pour le mois de septembre étaient encore meilleures. Ces chiffres sont considérés comme miraculeux comparés aux taux mensuels de 40 et 50% que le Brésil a connus. «Depuis

1987, l'efficacité des différents plans de stabilisation a continuellement diminué, explique le professeur de sciences politiques, le dernier en liste n'ayant pas dépassé deux mois.» S'agit-il d'un miracle ou d'un mirage économique? Bien malin qui peut prédire combien de temps l'inflation se maintiendra à ce rythme, mais le fait est que l'économie en bénéficie maintenant.

«Il y a deux semaines, j'étais au Brésil, poursuit Philippe Faucher, et les gens me semblaient moins angoissés que d'habitude. J'avais l'impression qu'ils résumaient la situation en se disant le P.T. nous promet beaucoup de changements dans un climat instable alors que Cardoso nous promet quelques changements dans un climat stable».

Fort de ce capital politique, Cardoso a orienté sa stratégie de campagne en tentant d'élargir ses alliances vers la droite. «Autrement dit, image M. Faucher, il a ratissé en partant du centre gauche en allant le plus loin possible vers la droite. Celle-là, évidemment, plusieurs l'ont au travers de la gorge. Personnellement je crois que la droite a davantage besoin de Cardoso que Cardoso de la droite.»

Y aura-t-il un prix à payer pour cette périlleuse alliance? Philippe Faucher souligne qu'il ne s'agit pas d'une alliance formelle entre les partis, mais plutôt d'une stratégie électorale susceptible de servir les intérêts de chacun. Les partis de droite n'avaient pas de candidat capable de remporter la présidence, ils ont préféré tabler sur la popularité de Cardoso même s'il n'était pas des leurs. «La droite est habituée au pouvoir et elle se prête à quelques sacrifices pour le garder... ironise M. Faucher.»

Cardoso a donc bloqué le «centre» à Lula et selon Philippe Faucher, pour être en mesure de gouverner le Brésil, il faut pouvoir gagner des votes au «centre». Cardoso garde dans sa manche encore deux cartes: une réforme fiscale et une réforme de l'assistance sociale. Si il est élu, les Brésiliens et Brésiliennes auront l'occasion de vérifier si Cardoso est bel et bien un homme de parole.

DAVID POIRIER



Du Mondial aux élections

UN SALAIRE MINIMUM DE 64\$ PAR MOIS (LE PLUS BAS D'AMÉRIQUE DU SUD), UNE INFLATION DE 45% PAR MOIS (NOUS ON STRESSE AVEC 3% PAR AN!), UNE RÉPARTITION DES SOLS QUI LAISSE AUX MAINS DE GRANDS PROPRIÉTAIRES TERRIENS D'IMMENSES TERRES NON CULTIVÉES ALORS QUE LA FAMINE SÉVIT DANS LES BIDONVILLES, BREF, LE BRÉSIL PASSE UN MAUVAIS QUART D'HEURE!

Sur une trame de fond de problèmes sociaux apparemment insolubles, d'une explosion démographique (45% de la population a moins de 20 ans), d'un appauvrissement accéléré des classes moyennes et populaires, (1994 est une année record dans l'étalement urbain, le prix exorbitant des loyers jette à la rue des familles entières qui n'ont d'autre choix que de se réfugier dans les bidonvilles), le pays vit en profondeur trois bouleversements majeurs : le *mundial-tetra campiao* -, le plan monétaire et les élections du 3 octobre 1994.

D'abord le Mondial. Banal, dira-t-on! Eh bien non. Pas pour le Brésilien moyen, qui a vu en la mort d'Ayrton Senna, champion coureur automobile, une détresse toute personnelle. En effet, la seule bonne nouvelle pouvant un tant soit peu réjouir le coeur était la victoire quasi hebdomadaire du Brésilien sur une piste de course quelque part sur la planète. Une certitude, un motif de trouver que la vie est belle malgré tout. Privés de ce plaisir, la morosité a rempli les coeurs. La victoire du Mondial venait à point remonter le moral, catalysant la fierté et l'orgueil national. Le Brésil, enfin, est bon à quelque chose : le Brésilien est champion.

Une deuxième victoire vient d'être remportée cette fois sur le complexe plan économique. Une nouvelle monnaie a été implantée le 1er juillet. Le nouveau plan monétaire a obtenu, du moins jusqu'à présent, un franc succès dans le contrôle des prix et dans la stabilisation de l'inflation. En fait, on n'y croyait pas, ni à droite ni à gauche. Depuis les cinq dernières années, le Brésil a connu au moins trois de ces plans monétaires incluant un réajustement structurel et un changement de monnaie. Aucun d'eux n'a fonctionné. Et celui-ci, à peine un mois après son entrée en vigueur, le 1er juillet 1994, a vu l'inflation de juillet se situer à moins de 5% et la prévision est à l'effet que l'on assistera à une diminution des prix en août. Du jamais vu depuis 1960.

À gauche, on demeure sceptique. Les élections s'en viennent

et la monnaie est soutenue artificiellement par l'injection dans l'économie de fortes sommes en devises étrangères, notamment des dollars U.S. afin de stabiliser l'économie et appuyer la monnaie. Malgré le scepticisme, même au P.T. (Parti des Travailleurs) puissante force politique de gauche, on s'entend pour dire qu'il faut voir.

Lula, candidat du P.T. à la présidence du pays avait vertement critiqué le plan. Maintenant, les propos sont plus nuancés et l'on croit que le plan monétaire risque de marcher. Illusion? Rêve? Qui ne rêverait pas de voir l'inflation se stabiliser, dans un pays où les prix flambent de 45% par mois! Pour survivre à un tel assaut et planifier les dépenses du quotidien, il faut assurément un économiste dans chaque famille. Et c'est souvent la mère!

Après le carnaval qui a suivi la victoire du Mondial, le peuple brésilien se prépare à passer aux choses sérieuses : des élections. En effet, le 3 octobre, il y aura des élections à tous les niveaux de gouvernement : municipal, provincial, fédéral, tant pour le congrès que pour le sénat!

Pour la première fois de l'histoire du pays, la gauche, mobilisée sous l'impulsion du P.T. à travers une coalition de gauche appelée le Front populaire, risque de gagner les élections du moins à la présidence et aussi à la direction de plusieurs grandes villes telles que Sao Paulo, les périphéries de Sao Paulo, Porto Alegre, Belem... et plusieurs postes de députation au niveau des provinces et du fédéral. Bref, non pas un balayage, mais une fulgurante percée.

Cependant quatre problèmes majeurs vont confronter les candidats, principalement Lula pour la présidence du pays.

D'abord, la méfiance des grands partenaires socio-économiques vis-à-vis le P.T. Ces derniers, tout-puissants, vont chercher à saboter quelque initiative que ce soit en vue d'appliquer le programme du parti. Le P.T., coalition non

homogène de forces sociales et syndicales doit sa création au mouvement de grèves des travailleurs de la métallurgie à la fin des années 70 et au début des années 80. Sous la direction de Lula, ouvrier métallurgiste leader syndical et autodidacte, ce mouvement de grève a fait capoter la dictature militaire et forcé l'appareil d'État à libérer un espace démocratique. La constitution de 1990 est l'une des conquêtes du P.T.

Actuellement, plusieurs doutent de la capacité d'un leader ouvrier à diriger les destinées d'un pays tel que le Brésil. Le P.T. lui-même vit une période de turbulence où des factions s'affrontent pour orienter la direction du parti.

Qu'à cela ne tienne, le P.T. demeure l'alternative la plus valable pour sortir le Brésil de la crise économique et politique dans laquelle l'ex-président Fernando Collor, familièrement surnommé «le voleur», avait plongé le pays.

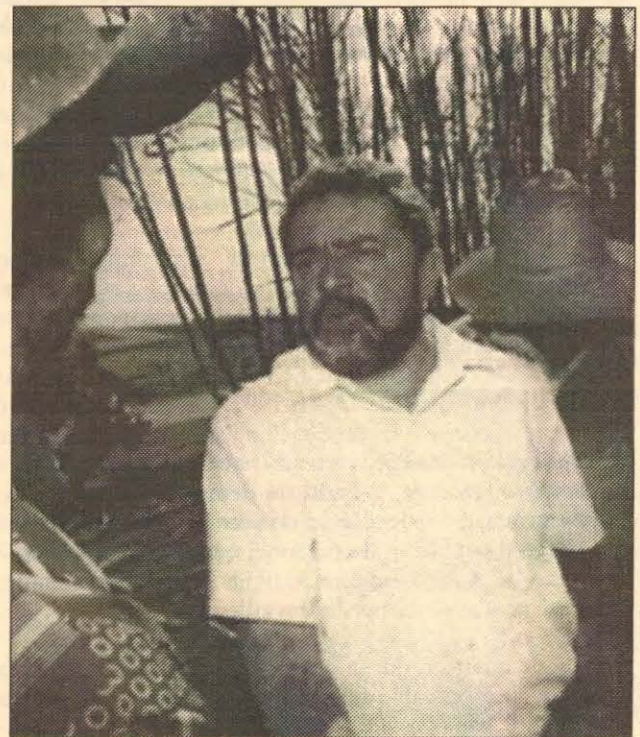
Donc, la possibilité de sabotage de la part des grands industriels et la possibilité d'écclatement du P.T. dû à des tensions internes sont les deux dangers qui menacent l'accès au pouvoir du candidat du P.T. à la présidence brésilienne.

Le troisième problème concerne la réforme agraire. Problème crucial et urgent dans un Brésil aux incroyables inégalités sociales. Pendant qu'un propriétaire terrien doit utiliser un avion afin de parvenir à faire le tour de ses terres, des travailleurs ruraux sans terre viennent gonfler les bidonvilles des centres urbains de leur désœuvrement. La sécheresse du Nord-Est, l'exode rural, l'appauvrissement du milieu rural précipitent la concentration des sols dans les mains de grands propriétaires. S'en suit un mouvement migratoire vers les périphéries de Sao Paulo et de Rio de Janeiro qui voient s'élargir sans cesse les ceintures de pauvreté et la construction de bidonvilles.

Un seul moyen pour ces anciens agriculteurs de résoudre le problème de la faim et de gagner leur vie dans la dignité : la répartition des sols, la réforme agraire ! La répartition des sols appuyée par des mesures favorisant l'implantation des collectivités en milieu rural en vue de produire des denrées alimentaires et de les mettre en marché c'est la solution à la famine et à la pauvreté.

Cette réforme agraire, essentielle à l'équilibre économique et social du Brésil est loin d'être acquise. Inscrite dans le programme électoral du P.T., sa réalisation fera l'objet d'après débats et d'une vive opposition de la part des classes dirigeantes et fortunées.

Finalement, le contrôle de l'inflation ainsi que l'amélioration des conditions d'existence des classes populaires sont les problèmes les plus aigus pour lesquels le nouveau gouvernement aura à trouver des solutions. Ceci, sans parler du contrôle des naissances, de l'éducation, de la santé et de l'amélioration des conditions de logement pour des dizaines de millions de Brésiliens et de Brésiliennes.



ISTOÉ n° 1295

LULA

Le Brésil est le pays de la démesure. Tout y prend des proportions gigantesques. La victoire du Mondial qui s'est accompagnée d'un congé férié de deux jours, l'hypothèse d'une victoire inattendue sur l'inflation et enfin la possibilité de porter la gauche au pouvoir !

Le Brésil est le pays du futur, mais c'est maintenant que les Brésiliens et les Brésiliennes veulent vivre leur futur.

Voyons ce que l'automne 1994 réservera.

PIERRE FOURNIER

L'auteur revient d'un séjour d'un mois au Brésil où il a visité des bidonvilles pour voir les réalisations des organismes et où il a pris contact avec des organisations populaires, des militants du P.T. et des intellectuels de gauche.

1 NDLR. Au moment où l'auteur a rédigé ce texte, Lula maintenait son avance dans les sondages.



La crise économique brésilienne

Aggravation des contradictions socio-économiques

Le Brésil est la neuvième puissance économique du monde. Son produit intérieur brut s'est élevé en 1993 à 446 milliards de dollars américains. Selon l'Institut brésilien de géographie et de statistique (IBGE), la production industrielle a connu un taux de croissance de 9,6% en 1993. C'est le meilleur résultat depuis 1986. Tous les secteurs sont en expansion, en particulier celui des biens de consommation durables qui a augmenté sa production de 41% par rapport à 1992.

Par contre, le secteur des biens de consommation non durables a connu une expansion beaucoup plus modeste car la croissance économique de 1993 ne s'est pas accompagnée d'une augmentation du niveau de l'emploi. Bien au contraire, à l'inverse de l'augmentation de la production, les emplois industriels ont baissé de 2% en 1993. Les experts ont noté que l'expansion de la production couplée à une faible absorption de main-d'oeuvre, caractéristique de la croissance économique récente, a limité la demande en biens non durables, du fait que le marché de la consommation ne s'est pas élargi. Il semble ici se confirmer que la recherche d'une productivité accrue signifie toujours, en fin de compte, produire plus avec moins de travailleurs.

La grande question qui se pose alors est la suivante : si la technologie est capable de produire sans les gens, elle n'a pas encore été capable d'inventer un monde où les gens consomment sans salaire. Le capital consomme le travail. Le prolétariat perd l'emploi.

L'industrie de l'automobile, un secteur de pointe dans l'économie, a connu une étonnante croissance en 1993, avec la production de plus de 1,3 millions de voitures. Dans le secteur financier, les bilans des banques révèlent que les gains ont été de 30% supérieurs à l'inflation en 1993. Les bourses de valeurs affichent le contentement avec des taux élevés d'investissements et avec des entrées importantes de dollars.

Toutes ces données manifestent l'ampleur et le dynamisme de l'économie brésilienne. En contrepoint, d'autres études et rapports font apparaître le Brésil comme l'un des champions en déséquilibres structurels. Voyons-en quelques-uns.

D'après le Rapport mondial sur le développement humain 1993 du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Brésil est passé du 50^e rang au 70^e en matière de classification des conditions d'existence qui associe les taux d'analphabétisme, de distribution du revenu et de la mortalité infantile¹.

- D'après la Food and Agriculture Organization (FAO), 30% seulement de la population est intégrée au marché formel du travail. Sur les 70% qui sont exclus de la production, 30% ne travaillent pas, 22% sont sous-employés et 18% sont chômeurs. La carte du marché du travail élaborée par l'IBGE fait apparaître que sur les 64 millions de Brésiliens économiquement actifs, 31 millions n'ont aucune couverture sociale, c'est-à-dire qu'ils vivent de l'économie informelle.
- Dans la liste de 120 pays analysés, la Banque mondiale classe le Brésil au 74^e rang en matière d'éducation.
- Le Brésil est l'un des champions en matière de mauvaise distribution du revenu : en 1990, 1% de la population bénéficiait de 14,6% du revenu national, tandis que les 50% plus pauvres n'ont accès qu'à 11,2% du total du revenu national. Les 20% les plus riches gagnent 25 fois plus que les 20% plus pauvres. D'après des études internationales, deux autres pays du monde seulement ont une plus grande concentration du revenu².
- Une étude de l'IBGE montre que le revenu des travailleurs urbains a enregistré des pertes réelles jusqu'à 31,7% entre 1979 et 1990.

Ces données montrent l'ampleur et les contradictions d'une économie en crise, après être passée par une décennie perdue. Peut-on tenir pour correcte l'explication selon laquelle l'augmentation du chômage, la baisse réelle des salaires, l'augmentation de la misère et le démantèlement des services publics ont été la conséquence inévitable de la crise économique ? Les problèmes majeurs viendraient-ils du retard technologique des entreprises et de l'emprise excessive de l'État, rendant ainsi nécessaires les «ajustements structurels» prônés par le Fonds monétaire international (FMI) ?

¹ En 1990, le PNUD a introduit dans la mesure du progrès économique et social l'«indicateur de développement humain» combinant revenu national, scolarisation-alphabétisation des adultes et espérance de vie (NdT)

² Ces données et quelques autres sont extraites du document de travail préparatoire à la «Deuxième semaine sociale» qui s'est tenue à Brasília, du 24 au 29 juillet 1994, sur le thème «Brésil : alternatives et acteurs.»

Extrait de DIAL no 1890

Relance de la querelle sur les terres indiennes



À LA MI-MAI 1994 UNE DÉCLARATION DU MINISTRE DE LA JUSTICE RELANÇAIT LA QUESTION DE LA DÉLIMITATION DES TERRES INDIENNES. L'AFFAIRE DE L'AIRE INDIENNE RAPOSA/SERRA DO SOL DITE AIRASOL, DANS L'ÉTAT DE RORAIMA, CONTINUE DE DÉFRAYER LA CHRONIQUE. ELLE FAIT L'OBJET D'UNE IMPORTANTE CAMPAGNE INTERNATIONALE. VOISINS DES YANOMAMI TRÈS CONNUS SUR LE PLAN INTERNATIONAL, LES MAKUXI, INGARIKÓ, WAPIXANA ET TAUREPANG SE SONT ORGANISÉS À PARTIR DE 1977 POUR RÉSISTER À L'INVASION DES ORPAILLEURS ET DES CULTIVATEURS. À LA MI-MARS, CES DIFFÉRENTES ETHNIES ÉTABLISSAIENT UN BARRAGE ROUTIER SUR UNE IMPORTANTE ROUTE DE LA RÉGION.

Le CIMI dénonce une manœuvre du gouvernement pour empêcher la délimitation des terres indiennes

Le Conseil indigéniste missionnaire (CIMI), organisme lié à la Conférence nationale des évêques du Brésil (CNBB) vient de dénoncer publiquement une nouvelle tentative du gouvernement fédéral de reporter la délimitation des 256 terres indiennes restantes et de restreindre les droits territoriaux des Indiens. Il s'agit en effet du changement des règles actuellement en vigueur dans les procédures administratives de délimitation des terres indiennes annoncé par le ministre de la justice, Alexandre Dupeyrat, dans une interview à la presse.

Le ministre a annoncé la création d'une commission interministérielle pour la révision des critères de délimitation, sous prétexte que les 266 délimitations déjà effectuées n'ont correspondu qu'aux seuls et exclusifs critères d'anthropologues et d'indigénistes. La préoccupation du ministre est d'éviter que les délimitations empêchent l'exploitation des ressources du sous-sol par le gouvernement fédéral et par les gouvernements des États. Il suggère comme solution que les nouvelles règles soient arrêtées par les ministères des mines et énergies, de l'agriculture et de la réforme agraire, des relations extérieures, ainsi que par l'état-major des forces armées et le ministère de la justice lui-même.

Le ministre manifeste par là sa méconnaissance de la Constitution qui détermine comme critères de délimitation des aires indiennes la vérification du caractère traditionnel de l'occupation indigène et l'existence d'une loi réglementant l'exploitation des ressources du sous-sol dans ces terres, laquelle dépend également de l'autorisation du Congrès national. Ce qui signifie qu'il n'y a aucune interdiction constitutionnelle à une telle exploitation des ressources du sous-sol.

Les délimitations, contrairement à l'affirmation du ministre, ne sont pas soumises à des critères personnels de techniciens et d'anthropologues. Elles respectent la Constitution et les règles fixées par décrets de la présidence de la République. Actuellement c'est le décret no 22 du 5 février 1991 qui détermine les procédures administratives pour la délimitation des aires indiennes. En vertu de ce décret, il est reconnu à tout organisme public de la Fédération, de l'État et de la commune ainsi qu'aux entités civiles la possibilité de donner des informations sur les aires à délimiter. De plus, le ministre de la Justice peut demander des informations à tout organisme public et aux entités civiles avant de déclarer une aire déterminée comme étant d'occupation indigène.

Le gouvernement Itamar Franco a déposé devant le Congrès national, en février dernier, un projet de loi réglant l'occupation de la bande territoriale frontalière. Ce projet conditionne la délimitation des terres indigènes à l'approbation du secrétariat exécutif du Conseil de défense nationale. La pression des militaires empêche la délimitation des aires Raposa/Serra do Sol à Roraima et à Alto Rio Negro, dans l'État d'Amazonas.

En réalité tout indique que le gouvernement Itamar Franco cherche à officialiser l'ingérence des milieux militaires dans la procédure de délimitation par le biais du Secrétariat aux affaires stratégiques et de l'État-major des forces armées. Il cherche également à donner un droit de veto aux États dans la délimitation des aires indigènes. C'est l'effet de la continuité d'une politique indigéniste rétrograde qui se plie aux pressions militaires, aux intérêts économiques et politiques opposés aux délimitations. La conséquence en est une menace quant à la survie physique et culturelle des peuples indiens.

BRASILIA, LE 18 MAI 1994.
TIRÉ DE DIAL, NO 1892



Migration des Indiens vers la ville

Dans les années 60, un groupe d'Indiens pankararus ont fait un voyage de 2 200 kilomètres de Pernambuco à Sao Paulo à la recherche de nourriture et d'emploi. Un certain nombre d'entre eux sont retournés sur leurs terres, ce qui en dit long sur les possibilités d'emplois à Sao Paulo, surtout comme travailleurs de la construction.

Actuellement, environ 1 500 Pankararus vivent dans plusieurs favelas de Sao Paulo. La plus grande concentration de Pankararus vit dans les favelas de Real Park et Paraisópolis dans le quartier populaire de Morumbi. La Fondation Nationale Indienne, (FUNAI) croit que ces chiffres sont exagérés, mais elle reconnaît qu'il existe une communauté de Pankararus qui vivent à Sao Paulo.

Un grand nombre d'Indiens ont beaucoup de difficultés à vivre dans une ville de la taille de Sao Paulo. Ils essaient de maintenir leurs traditions mais c'est très difficile, surtout quand ils sont considérés comme des citoyens de seconde zone et que leurs traditions ne sont pas respectées. Un Pankararu qui a terminé sa huitième année à l'école n'aime pas la ville. Il rêve souvent de retourner vers sa terre natale. Mais il sait que la vie là-bas est très difficile, alors qu'ici à Sao Paulo il a un emploi. Ses enfants disent qu'eux non plus n'aiment pas la ville. Sur la réserve, il y a plus de liberté et personne ne se sent enfermé comme dans la ville.

Officiellement, la réserve des Pankararus à Pernambuco s'étend sur 8100 hectares. Mais les 2/3 de la terre sont habités par 400 familles de travailleurs ruraux. Quelques-unes de ces familles ont vécu sur ces terres depuis 200 ans. En 1987, le Président Sarney a fixé les limites de la réserve et c'est à partir de ce moment que les tensions entre les Indiens et les travailleurs ruraux ont augmenté.

Déjà la violence dans les favelas de Sao Paulo a tué plus de Pankararus que le conflit au sujet de la terre à Pernambuco. Cinq Indiens ont été tués dans les favelas, le dernier décès s'étant produit le 24 juillet 1994.

28,27 % des Indiens du Brésil souffrent de la faim

Selon une étude menée par l'Institut d'Études socio-économiques (Inesc) 28,27% des Indiens brésiliens souffrent de la faim. L'étude a démontré que 76 272 Indiens ont de la difficulté à se procurer la quantité minimum d'aliments pour survivre. La situation est plus grave dans le nord-est du Brésil où 83,91% de la population indigène (40 130 sur un total de 47 824) ne mangent pas à leur faim. La situation des Indiens est aussi critique dans le Mato Grosso do sul, Parana, Santa Catarina et Rio Grande do Sul.

Dans l'État du Mato Grosso do Sul, où 19 000 Indiens sont sous-alimentés, les principales causes de ce problème sont la réduction importante de la grandeur des territoires indigènes, la déforestation et la pollution des rivières. Tous ces facteurs réunis laissent les Indiens sans leurs sources traditionnelles de nourriture. En outre, dans cette région, beaucoup d'Indiens travaillent dans des conditions de demi-esclavage dans des fours à charbon de bois et dans des distilleries de produits alcoolisés. «La garantie légale et administrative de terres aux Indiens ne suffit pas pour leur donner suffisamment de nourriture» observe Verдум.



C'EST L'ESPOIR QUI MEURT EN DERNIER, MAIS C'EST LA FAIM QUI TUE EN PREMIER.

En explorant la complexité du Brésil Un numéro spécial de «ALERTA»

Cet été, alors que l'équipe du Brésil remportait le Championnat Mondial de Soccer devant un auditoire de millions de personnes à la télévision, ICCHRLA (Comité œcuménique sur les droits humains en Amérique latine) était occupé à préparer un numéro spécial de «ALERTA».

Ce numéro vise à apporter des éclaircissements au sujet des énormes et divers problèmes concernant les droits humains dans le plus grand pays de l'Amérique du Sud. Vous pouvez vous procurer ce numéro spécial de ALERTA en communiquant avec : ICCHRLA, 129 St. Clair ave. W., Toronto, Ont., M4V 1N5

Des femmes brésiliennes rejettent le fonds USAID



LE CENTRE D'INFORMATION DES FEMMES À SAO PAULO, A PRODUIT UN DOCUMENT DONNANT UN BRIEF D'ÉVALUATION POUR LA DÉCENNIE DES FEMMES QUI AURA LIEU À PÉKIN EN 1995.

En avril 1993, 22 pays de l'Organisation pour la Coopération et le Développement Économique se sont réunis à Paris. Ils ont divisé le monde en zones d'influence et ont distribué le financement en conséquence.

L'Agence des États-Unis pour le Développement International (USAID) a assumé la responsabilité de distribuer les fonds et l'information aux groupes de femmes se préparant pour la Conférence de Pékin en 1995.

Les groupes de l'Amérique latine contestent les méthodes utilisées pour décider le mode de distribution. Par exemple, les ONG qui représentent les groupes de femmes du Brésil n'ont eu qu'un bref délai pour choisir une représentante à l'USAID. Plusieurs groupes ne reçurent aucune information.

Les groupes de femmes brésiliennes ont des inquiétudes particulières concernant l'USAID qui veut imposer de nouvelles structures à des groupes de femmes qui ont déjà des structures démocratiques leur permettant une évaluation complète et effective de la dernière décennie.

Selon les directives de l'USAID, les groupes de femmes de

l'Amérique latine n'auraient pas le droit d'établir leur propre processus d'évaluation concernant les progrès des dix dernières années. Les femmes brésiliennes voudraient élire un conseil de représentantes plutôt que d'être représentées par une ONG financée par USAID et qui regroupe surtout des femmes de «l'élite».

98 groupes de femmes de 18 États du Brésil réunis à Rio de Janeiro en janvier 1994 ont voté de ne pas accepter l'argent de l'USAID. Le Brésil est le seul pays de l'Amérique latine qui refuse de se mettre au pas de l'USAID. Deux autres réunions tenues en mars et en mai 1994 révèlent les mêmes inquiétudes au sujet de l'USAID. On rappelle aux groupes que par le passé, USAID a financé des dictateurs en Amérique latine, qu'il a soutenu «L'Alliance pour le Progrès» qui socialement a dévasté plusieurs pays de l'Amérique latine. Onze groupes féministes ont signé un document manifestant leurs inquiétudes au sujet des tentatives de «bureaucratiser» le féminisme et du pouvoir excessif accordé à l'ONG qui ne diffuse pas l'information reçue et est soutenu et excessivement subventionné par l'USAID.

SERVICE BRÉSILIEN DE JUSTICE ET PAIX

Les femmes de race noire souffrent davantage

La plupart des femmes du Brésil sont victimes d'une double discrimination :

- le fait d'être pauvre
- le fait d'être femme.

Mais il y a un groupe plus grand encore qui souffre d'une troisième discrimination :

- le fait d'être de race noire.

Les Brésiliennes de race noire forment environ 45% de la population. Année après année, des études démontrent qu'elles sont victimes de très fortes discriminations raciales.

En comparaison avec les Brésiliennes de race blanche qui ont le même niveau d'éducation et la même expérience de travail, les Brésiliennes de race noire peuvent s'attendre à voir mourir un plus grand nombre de leurs enfants pour cause de maladie, à voir elles-mêmes terminer leurs jours plus jeunes et à gagner moins d'argent.

Des recherches montrent que 37% des femmes de race noire gagnent le revenu principal de leurs familles alors que seulement 12% des femmes de race blanche ont le même sort.

Leur revenu mensuel se chiffre à environ 50,00\$ US, ce qui représente 1/3 du revenu moyen des foyers dirigés par des femmes de race blanche.

Une des raisons de cette anomalie est la discrimination dont souffrent les femmes de race noire sur le marché du travail. 9% de celles qui travaillent à l'extérieur du foyer, sont employées dans l'industrie.

Alors que 19,6% des femmes de race blanche travaillent comme secrétaires, à peine 3,9% des femmes de race noire occupent des postes semblables.

Aujourd'hui les compagnies ne peuvent plus spécifier : «des femmes de bonne apparence» dans leur offre d'emploi. Autrefois, cela signifiait que la tâche était désignée pour des femmes de race blanche.

SUE BRANFORD, IN ALERTA, JUIL-AOÛT 1994

cf, l'article de Benedita da Silva: Être une femme noire au Brésil, dans l'édition québécoise de l'Agenda latino-américain 1994.



Espoir pour les enfants des rues au Brésil

UNE FOIS RETOMBÉE L'IMMENSE JOIE POPULAIRE SOULEVÉE PAR LA VICTOIRE À LA COUPE DU MONDE DE FOOTBALL, LE BRÉSIL RETROUVE SES GRAVES PROBLÈMES INTÉRIEURS. EN PREMIER LIEU, CEUX D'UNE SOCIÉTÉ FRACTURÉE EN DEUX, AVEC, TOUT EN BAS DE L'ÉCHELLE SOCIALE, LES ENFANTS DES RUES. ABANDONNÉS À LA MISÈRE ET AUX VIOLENCES, ILS VOIENT ACTUELLEMENT, ICI ET LÀ, LEUR SORT S'AMÉLIORER GRÂCE À L'ACTION DE MULTIPLES CAMPAGNES DE SOLIDARITÉ. LE NOUVEAU PRÉSIDENT BRÉSILIEN, ÉLU LE 3 OCTOBRE PROCHAIN, SE PENCHERA-T-IL ENFIN SUR TANT D'INJUSTICE ET D'INÉGALITÉS?

La nuit tombe sur Salvador-de-Bahia. Dans le centre de la ville, les rues se remplissent de passants et de véhicules, les magasins ferment, et les bars s'illuminent un à un. Une nouvelle vie commence, et, semble-t-il, une autre population prend la relève. Des adultes en guenilles récupèrent des cartons, en guise de matelas, et se regroupent sous le porche d'un immeuble. Peut-être auront-ils la chance d'être réveillés par la camionnette des Agents du Bien (une communauté religieuse de bienfaisance), chargée de nourriture... D'autres préfèrent ne pas attendre et vont gonfler la file des mendiants et de leurs écuellées rouillées devant l'église Santa-Ana, où l'on distribue de la soupe et un morceau de pain. Les plus affamés se retrouvent à la sortie des restaurants et lorgnent les premières poubelles. Tous semblent fatigués, comme en fin de parcours. À l'exception peut-être d'un ou de deux téméraires, comme celui-ci, qui vit depuis trois mois, sans que personne le remarque, haut perché dans une cabane construite en haut d'un arbre, en pleine place Castro-Alves.

Les enfants se mêlent rarement à eux. Plus débrouillards, et toujours à l'affût de la moindre pièce, des milliers de gamins de tous âges débarquent des quartiers de banlieue et inondent les lieux touristiques, du port de Barra jusqu'au Pelourinho flamboyant. Ils sont cireurs de chaussures, vendeurs de cacahuètes, de café, de sucreries, de jetons téléphoniques, de bracelets de Bahia et de jouets en matériaux de récupération, laveurs ou gardiens de voitures, porteurs de sacs à la sortie des magasins¹. N'importe quoi, pourvu qu'ils contribuent au soutien de leur famille.

Les enfants âgés de 7 à 17 ans constituent la plus grande partie du peuple des sans-logis, le plus marginalisé. La rue est un moyen de subsistance, et les enfants disposent des meilleures conditions physiques et psychologiques pour s'y adapter. Enfin, passé un certain âge, peu de possibilités s'offrent à eux. Quelques-uns resteront dans la rue et deviendront les chefs de leur bout de rue, moyennant une certaine collaboration avec la police d'autres, plus nombreux, rentreront dans la « machine » du crime et de la répression : ils sont voués à la mort, ou à la clandestinité - comme ce jeune de 21 ans devenu gérant d'une filière de cocaïne à Rio de Janeiro, qui avoue ne pas être sorti de sa favela (bidonville) depuis un an. Les derniers, enfin, moins proches de la délinquance, rechercheront une situation plus stable, et notamment un emploi avec une carte de travail signée par un employeur, la meilleure défense en cas de contrôle de police.

La rue serait-elle le royaume des enfants? À les voir n'en faire qu'à leur tête, courant au milieu de la route aux heures avancées de la nuit, rayant au moyen d'une capsule de bière les voitures de ceux qui refusent de payer le lavage de leur pare-brise, imposant aux plus petits entre le rire et la colère l'achat d'un bonbon, ou encore dormant dans des jardins en plein après-midi, maîtres de leur corps et de leur temps, surgit l'idée que la vie des rues pourrait bien être un idéal de liberté et d'action, auquel n'importe quel adolescent aspire. « Je ne veux pas vivre comme un chien dans une favela... Je suis baron, moi! Dans la rue, je fais ce que je veux et je gagne plus! » déclare Antonio (15 ans) qui est dans la rue depuis l'âge de 9 ans.

Mais derrière ce mirage de liberté et d'autonomie, se profile la réalité - très cruelle - de la peur et de l'insécurité. Rien qu'en 1993, pas moins de 656 enfants de moins de 18 ans ont été assassinés à Rio de Janeiro (première ville en termes de violence contre les mineurs), dont 72% avaient entre 15 et 18 ans³.

« La société ne pense à aucune solution cohérente pour diminuer ce problème, mais s'organise pour la répression, préférant payer des agents de sécurité pour maintenir les enfants à distance », explique M. Marcos Candido, un des responsables du projet Axé, destiné aux enfants de rue de Salvador : « Il faut créer une intimité au sein de la société brésilienne, pour que chaque personne devienne un point de contact avec ces enfants. » Preuve que l'effort n'est pas vain, le projet Axé confirme avoir fait quitter les rues de la ville à plus de trois mille enfants, depuis sa création en 1990⁴.

Recenser, former, réintégrer

Comme tous les autres projets menés à l'échelle des grandes villes brésiliennes⁵, le projet Axé (prononcer « aché », d'un mot yoruba signifiant « énergie », « force ») est né du travail d'un grand nombre d'universitaires : psychologues, linguistes, juristes, sociologues, économistes et autres intellectuels qui se sont penchés sur l'univers de la rue et en sont devenus peu à peu les acteurs. Ils ont ainsi pu connaître et décrire la vie de ces enfants.

Encouragés par la multiplication, dans les pays du Nord, des campagnes d'information sur le sort des enfants au Brésil, les éducateurs ont largement contribué à la mise en place d'un

débat au sein de la société sur la condition de l'enfance. En 1988, la nouvelle Constitution fédérale du Brésil cite l'essentiel de la convention internationale des droits des enfants de l'ONU, et a été suivie, en octobre 1990, de l'entrée en vigueur du statut de l'enfant et de l'adolescent, marquant ainsi un pas important dans un débat si controversé. Pourtant, la réforme en cours de la constitution de 1988 pourrait bien remettre en cause ces acquis⁶.

Mais l'essentiel des résultats se situe sur le terrain. À Salvador, le premier recensement des enfants de rue a été publié en juillet 1993, et devrait servir de modèle pour les autres grandes métropoles latino-américaines. Soixante-six éducateurs, divisés en dix-neuf équipes, ont recensé 15 743 enfants de moins de 18 ans livrés à eux-mêmes (sur une population de l'ordre de 2,5 millions d'habitants) contre une estimation de 12 000 en 1990 - preuve que le problème, malgré les efforts, ne fait qu'empirer! Sur ce total, 46,2% appartiennent à la classe d'âges des 10-15 ans, et 14,1% sont des filles (la plupart ayant recours à la prostitution comme moyen de subsistance). Une surprise : il n'existe que 463 enfants sans aucune famille. Cela confirme le bien-fondé des actions visant à retirer ces enfants de la rue afin d'en réintégrer la majorité dans leurs familles.

Le projet Axé s'occupe de 940 enfants⁷, qu'il place dans des institutions, associations et entreprises de la ville. Moyennant une rémunération hebdomadaire (inférieure à ce qu'ils peuvent gagner dans la rue) et des repas quotidiens, ces jeunes participent à l'une des activités qui les intéresse : ils s'intègrent, entre autres, à des entreprises de transport en commun, de construction, des supermarchés, une fabrique de papier artisanale, et bientôt une boulangerie, et sont incités à suivre des cours dans une école spécialement destinée aux enfants de la rue. Lorsque les liens avec leur famille sont renoués, celle-ci perçoit une aide, car il est entendu que la situation de l'enfant découle des difficultés de revenus de ses proches.

De nombreuses associations et institutions se consacrent à la formation des enfants issus des quartiers pauvres : services sociaux de monastères ou d'Églises, école de menuiserie, école hôtelière... À Salvador, capitale «africaine» du Brésil, les groupes culturels noirs mènent une expérience originale qui rencontre un grand succès auprès des enfants, leur réussite tient aussi à ce qu'ils ont été les premiers à dire que l'injustice sociale, au Brésil, est doublée d'une injustice raciale. Bien avant les partis politiques de gauche, d'ailleurs, qui ont longtemps buté sur les thèmes de la démocratie raciale et d'un peuple métisse et uni, cher à l'écrivain Jorge Amado, oubliant de prendre en compte les différends raciaux qui peuvent diviser les classes pauvres.

C'est en 1974, sous la dictature militaire, qu'est apparu, pendant le carnaval, le *Bloco afro Ilê Aiyê* issu du quartier très populaire de Liberdade, le premier à revendiquer des origines africaines et à clamer haut et fort sa couleur. À partir de 1984, les mouvements noirs trouvent enfin leur place dans les partis politiques progressistes, tout en restant cependant divisés entre eux.

C'est ainsi que d'innombrables projets se sont développés

sur cette base politico-culturelle, visant à intégrer les enfants de rue, ou de milieux pauvres, au moyen d'activités artistiques qui affirment et valorisent leur identité noire. Ainsi du *Grupo de Capoeira Angola Pelourinho*, dirigé par M. Mestre Moraes : «Au moyen de la dépense physique, nous canalisons il y a un grand respect mutuel, nous avons souffert de la même discrimination⁸»; ou encore de l'*Oficina de Investigação Musical*⁹, fondée par le musicien et musicologue Bira Reis, et qui enseigne à une soixantaine d'enfants la fabrication d'instruments d'origine africaine et indigène et pratique l'éveil musical. «C'est pour les enfants une ouverture sur l'art, sur la beauté du monde, mais aussi l'apprentissage d'une discipline qui permettra bien souvent de les faire passer d'une alphabétisation musicale à une alphabétisation de fait», explique M. Bira Reis¹⁰.

Devant le succès de la culture noire à l'étranger - en particulier la musique des blocos afros - les médias brésiliens ont créé, à partir de 1992, une mode sans précédent dans le pays : la négritude. La chaîne de télévision Globo, véritable instrument du pouvoir, contribue largement à la promotion de certains d'entre eux, mais se tait sur leurs revendications politiques. Les thèmes de la pauvreté et de la famine, eux, apparaissent dans le cadre de vastes campagnes sans qu'aucun lien soit établi avec la ségrégation raciale et sociale, ou avec la politique gouvernementale dictée par le Fonds monétaire international¹¹.

Rien d'étonnant, dans ces conditions, si les multiples projets destinés aux enfants de la misère ont trouvé, et trouvent encore, plus d'appui à l'étranger qu'au Brésil.



- 1 Le centre historique de Salvador, dont fait partie le Pelourinho, est en restauration depuis juillet 1992, et a vu s'achever récemment sa quatrième phase.
- 2 Selon les estimations du Conseil municipal de défense des droits de l'enfant et de l'adolescent, ils sont, dans la région métropolitaine de Salvador, 104 000 entre 7 et 14 ans (classe d'âge pour laquelle l'école est obligatoire) qui, sans être à proprement parler des enfants de rue, ne suivent aucun cursus scolaire. Entre leur univers et celui, exclusif de la rue, il n'y a qu'un pas!
- 3 Cf. *Folha de São Paulo*, 2 mai 1994. On se rappelle, notamment, le massacre de Candelaria, au mois de juillet de l'année 1993, au cours duquel 8 enfants ont été tués durant leur sommeil. Les survivants, uniques témoins, se cachent depuis cet épisode, de peur des représailles.
- 4 Cf. *A Tarde*, 9 juillet 1993.
- 5 Les projets à l'échelle des grandes villes brésiliennes sont regroupés dans le *Movimento nacional dos meninos e meninas de rua* (MNMNR).
- 6 L'article 227 de la Constitution fédérale de 1988, qui précise les responsabilités de l'État, de la famille et de la société à l'égard de l'enfant, constitue une «première» mondiale. Des amendements à cet article sont actuellement à l'étude, dont le plus grave est celui visant à abaisser l'âge d'imputabilité pénale (16 ans au lieu de 18).
- 7 Cf. *A Tarde* 1er mai 1994.
- 8 Propos recueillis à Salvador-de-Bahia en décembre 1993.
- 9 L'*Oficina de Investigação Musical* (Atelier de recherche musicale) est soutenue en France, notamment, par la Cimade et le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD).
- 10 Propos recueillis en avril 1994 à Salvador-de-Bahia.
- 11 Lire Michel Choussudovsky et Micheline Ladouceur, «De l'art de gérer l'exclusion au Brésil», *Le Monde diplomatique*, juin 1994.



La victoire de Rogério

ROGÉRIO A DIX-SEPT ANS. IL EST NÉ ET A GRANDI À OSASKO, UNE DES VILLES-DORTOIRS DE LA BANLIEUE DE SAO-PAULO. IL Y VIVAIT AVEC SA FAMILLE, DANS UNE BARAQUE EN BOIS DÉLABRÉE. ENTRAÎNÉ DANS SON QUARTIER PAR DES GROUPES D'ENFANTS ET D'ADOLESCENTS, IL DÉCOUVRE LA DROGUE (COLLE, MÉDICAMENTS...) ET TRÈS VITE, LE MILIEU DE LA DÉLINQUANCE. IL SE LIVRE ALORS À SES PREMIERS CAMBRIOLAGES, RENTRE DANS LES CIRCUITS DE VENTE DE COCAÏNE, ET DEVIENT UN EXPERT DANS LE MANIEMENT DES ARMES À FEU. SA MÈRE LE TROUVE UNE ARME À LA MAIN, LE BAT, ET C'EST LE PRÉTEXTE QU'IL ATTENDAIT : IL PART VIVRE DANS LA RUE, FASCINÉ PAR «LA LIBERTÉ, LES LOISIRS, L'AMITIÉ, LA DROGUE, LES FEMMES ET L'ARGENT...». IL N'EST ALORS ÂGÉ QUE DE DOUZE ANS

Un jour, un groupe d'éducateurs de rue l'interpelle dans le centre de Sao-Paulo. Tout d'abord méfiant, il se laisse convaincre par ses copains qu'il ne risque rien : il s'agit bel et bien d'éducateurs en visite mensuelle, appartenant à une association, l'ADMER (Association de défense du mineur de rue), qui, disent les enfants, possède même une ferme où vivent des jeunes de la rue, comme eux... «C'est comme ça que j'ai connu Tante Ione. Elle m'a demandé si je voulais sortir de la rue. J'ai répondu qu'il y avait des problèmes dans ma famille et que je ne pouvais y retourner comme ça. Elle m'a dit qu'elle leur expliquerait ce qui se passait, je l'ai trouvée sympa. Et c'est à partir de ce moment qu'a commencé un travail avec moi, dans la rue, et avec ma mère à la maison. Elle est ainsi devenue notre intermédiaire.»

Rogério poursuivra sa vie dans la rue, ponctuée par des vols à main armée, des arrestations, des disparitions, des fuites, des coups et des électrochocs et autres épisodes qui le blessent encore et dont il préfère ne pas parler. À la suite d'une détention, Tante Ione réussira à le tirer des mains de la justice pour mineurs (la FEBEM), et le placera, avec l'accord de sa mère, sous la responsabilité de l'ADMER. Rogério va alors connaître la fameuse ferme dont lui ont parlé ses copains. Là, coupé du milieu urbain, il entamera, avec succès, une cure de désintoxication, n'étant autorisé qu'à fumer des cigarettes.

Après un an passé à l'écart de la rue, Rogério sera envoyé à Salvador-de-Bahia, dans une autre organisation d'aide aux enfants de milieux défavorisés, avec laquelle l'ADMER est en contact : l'Oficina de Investigação Musical (OIM). Il y restera plus d'un an, y apprendra le travail du bois, s'initiera à la fabrication d'instruments traditionnels, et découvrira la musique. «J'adore la percussion, mais maintenant je sais que je serai saxophoniste plus tard».

Rogério a retrouvé ses rêves d'enfant. Il est retourné à l'école publique, où il apprend à lire et à écrire, après un passage de réadaptation dans une école de Salvador pour enfants de rue. Vif d'esprit, beau parleur, Rogério intervient devant des assemblées d'enfants qu'il veut convaincre de quitter la rue : il sait en effet qu'on ne peut rien faire si le jeune n'a pas la volonté de s'en sortir.

«Je veux montrer aux enfants, mais aussi au reste de la population qu'il ne faut pas avoir peur les uns des autres. La rue n'est pas un passe-temps, mais une souffrance... Et s'il y a cent enfants dans la rue, en aider un seul, c'est déjà bien. Pas par devoir mais par amour, car c'est de cela que nous avons tous besoin!»

DAMIEN HAZARD

Économiste, participe depuis cinq ans à un programme d'aide aux enfants défavorisés à Salvador-de-Bahia. Tiré de Le Monde diplomatique 1994

Photo : Missions étrangères



UNICEF Portrait inquiétant de l'enfance au Brésil

Dans un document intitulé «Le Progrès des Nations», l'Unicef a récemment présenté la réalité de 116 pays dans les domaines de la santé des enfants, de la nutrition, de l'éducation, de la planification des naissances, des droits des enfants, du progrès des femmes.

Le Brésil y est montré comme un des centres principaux où se fait le commerce sexuel et touristique des enfants. On y note que l'abus sexuel des enfants y est très élevé. L'Unicef estime qu'il y a environ 500 000 enfants qui se prostituent au Brésil.

Le rapport dresse un portrait dramatique du Brésil dans les domaines de la santé et de l'éducation. Chaque année 250 000 enfants perdent la vue à cause d'une déficience de la vitamine A. 42% des femmes brésiliennes qui deviennent enceintes perdent leur bébé durant la grossesse ou à l'accouchement à cause d'anémie. Un autre 50 millions d'enfant ont des troubles de croissance causés par un manque d'iode dans leur diète.

L'Unicef cite le Brésil comme un pays qui lutte contre la déshydratation mais la situation demeure critique car environ 3 millions d'enfants meurent de la diarrhée à chaque année.

La rougeole a finalement été contrôlée grâce à un programme intensif de vaccination. Pourtant on s'inquiète du fait qu'il y a de moins en moins d'enfants qui se font vacciner tous les ans. En 1990, 91% des enfants étaient inoculés alors qu'il n'y en avait que 62% en 1992.

Dans le domaine de l'éducation, l'Unicef s'inquiète du Brésil. Le produit national brut étant de 2 770,00\$ par personne, un pays avec un tel revenu devrait avoir 88% des enfants qui terminent une 4^e année scolaire. Or au Brésil, seulement 39% la complètent.

Des pays plus pauvres que le Brésil, tels le Pérou, la Bolivie, la Chine, les Philippines, le Vietnam ont un pourcentage plus élevé d'enfants qui terminent leur 4^e année.

Des 111 Nations qui ont promis d'adhérer à la Convention Internationale des Droits des enfants, seulement 35 nations ont soumis leurs rapports sur les actions entreprises pour améliorer la qualité de vie des enfants. L'Unicef note que le Brésil avec 45 autres nations accusent un an de retard pour présenter leur rapport.

SERVICE BRÉSILIEN DE JUSTICE ET PAIX

**UN GRAND MERCI À DENISE GIRARD DU COMITÉ QUÉBEC-BRÉSIL
QUI NOUS A ÉTÉ D'UNE AIDE PRÉCIEUSE POUR L'ÉLABORATION DE CE DOSSIER.**

La carte de la pauvreté

LIMA, CAPITALE DU PÉROU, COMPTAIT 17% DE PAUVRES DANS SA POPULATION EN 1986; EN 1993, LA PROPORTION ÉTAIT DE 49%. CES CHIFFRES EN DISENT LONG SUR LE PHÉNOMÈNE DE LA PAUVRETÉ DANS LE PAYS. SELON UNE ÉTUDE DE L'ORGANISME PÉROUVIEN FONDO NACIONAL DE COMPENSACIÓN Y DESARROLLO SOCIAL (FONCODES) RENDUE PUBLIQUE EN FÉVRIER 1994, ON DISTINGUE QUATRE GROUPES DANS LA POPULATION EN FONCTION DE LEUR ACCÈS OU NON AUX SERVICES DE BASE QUE SONT LA SANTÉ, LA SCOLARITÉ ET LE LOGEMENT, SOIT QUATRE NIVEAUX DE VIE : TRÈS PAUVRE, PAUVRE, MOYEN, ACCEPTABLE.

L'ÉTUDE DU FONCODES S'EST TRADUITE PAR UNE «CARTE DE LA PAUVRETÉ EN 1993» QUE NOUS REPRODUISONS DANS LE DOCUMENT QUI SUIT, AVEC QUELQUES COMMENTAIRES SUR L'AUGMENTATION GLOBALE DE LA PAUVRETÉ ET SA DISTRIBUTION GÉOGRAPHIQUE. AINSI CONSTATE-T-ON QUE, SUR LES 154 PROVINCES CONSTITUANT LES 24 DÉPARTEMENTS DU PÉROU, 58 SONT CLASSÉES COMME ÉTANT TRÈS PAUVRES, 55 COMME PAUVRES (SOIT 113 PROVINCES POUR LES DEUX CATÉGORIES), 25 SONT AU NIVEAU MOYEN ET 16 AU NIVEAU ACCEPTABLE.

EXTRAIT DE SIGNOS DU 10 JUIN 1994

La géographie de la pauvreté au Pérou

Pour une étude de la pauvreté dans notre pays, une bonne approche est la «carte de la pauvreté» du Pérou qui a été dressée à partir de quelques indicateurs d'accès aux services de base de la population (démographie, santé, scolarité et logement) et du revenu des personnes qui travaillent. La carte de la pauvreté est l'un des meilleurs indicateurs de la pauvreté relative, car elle nous permet de constater les différences qui existent entre les niveaux de vie de la population péruvienne par aires géographiques. La dernière carte a été élaborée par la Banque centrale de réserve avec les données du recensement de 1981. Cette année, FONCODES en a présenté une version actualisée¹.

Il n'y a pas que la pauvreté qui augmente

À l'augmentation de la pauvreté au Pérou s'ajoute l'inégalité de sa répartition géographique. La pauvreté chronique est caractéristique des zones rurales, où 65% de la population de la sierra est affectée; tandis que dans les zones urbaines c'est la pauvreté récente qui est la plus significative (30% de la population de Lima et des milieux urbains de la zone côtière; 23% dans les milieux urbains de la sierra). Dans les zones rurales de la sierra, les carences en services de base (eau, électricité, tout-à-l'égout) touchent 93% de la population. Dans ces mêmes zones les plus pauvres, les indicateurs sociaux atteignent des niveaux catastrophiques.

Un outil pour l'action

S'il est urgent de montrer les différences - l'aggravation très

souvent - des niveaux de vie pour définir une politique sociale, il est également nécessaire de pouvoir compter sur un outil permettant une efficacité accrue dans la répartition des ressources de l'État. Par ailleurs, les propositions et les priorités doivent être définies à partir des réalités régionales par les institutions ou organisations locales. C'est le but de la «carte de la pauvreté» au niveau tant des départements que des provinces.

Quatre grands groupes hiérarchisés ont été identifiés à partir des 154 provinces du pays. On notera la situation critique du département de Huancavelica dont toutes les provinces se rangent dans le groupe I, celui des très pauvres. Il faut aussi relever une grande hétérogénéité des degrés de pauvreté à l'intérieur même des différents départements. Cette inégalité est évidente dans le cas des départements de Ancash, Piura, Arequipa et Lima qui ont des provinces se situant dans les quatre groupes.

Les strates de la pauvreté

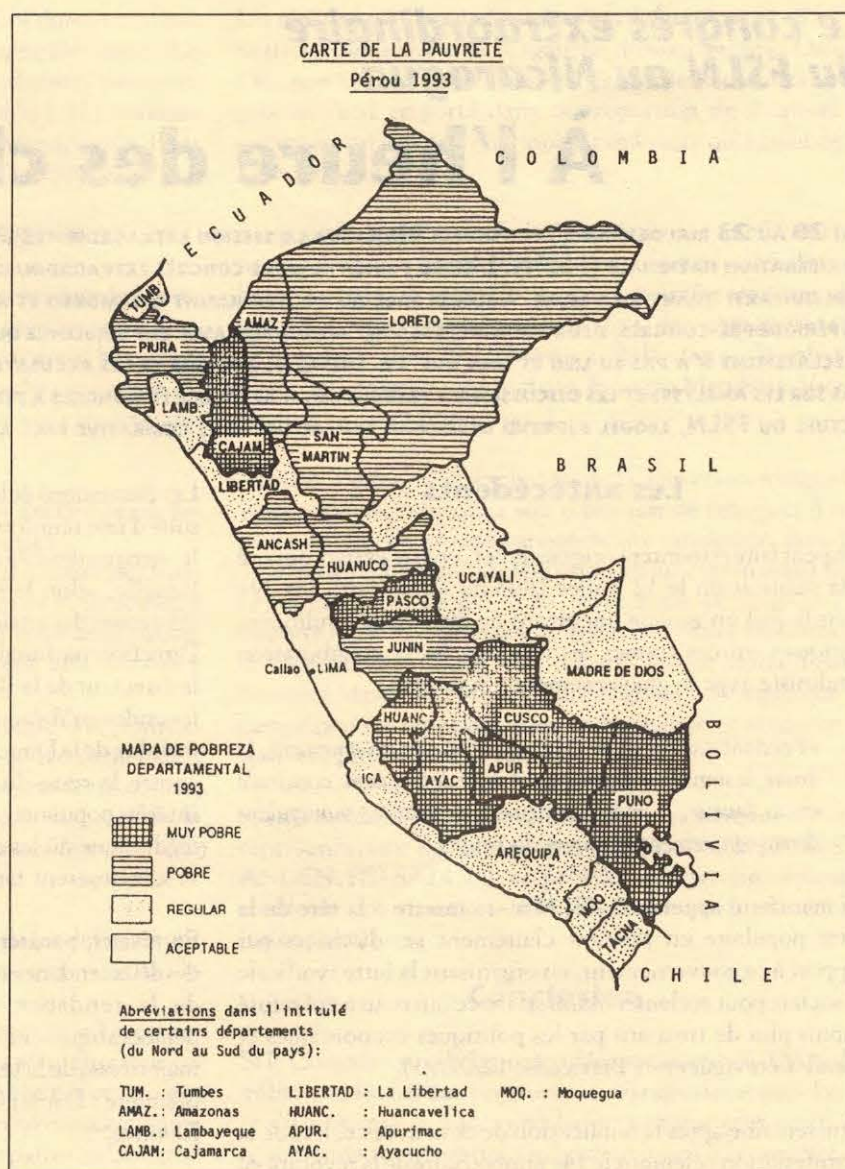
Le groupe I - très pauvre - se retrouve dans 58 provinces. Les revenus et l'accès à divers services publics dans ces provinces sont très en-dessous de la moyenne nationale. On trouve dans ce groupe I toutes les provinces du département de Huancavelica (y compris la capitale Huancavelica), celles des départements d'Ayacucho, Apurímac et Cusco (mais pas leurs capitales : Huamanga, Abancay et Cusco). La quasi totalité des provinces de ce groupe sont localisées dans la sierra, qui est structurellement la région la plus pauvre du pays. Tout comme dans la carte de l'année 1981, les provinces les plus pauvres se trouvent dans le quadrilatère andin constitué des départements d'Apurímac, Ayacucho, Cusco, Huancavelica, Puno et des provinces en altitude des

départements d'Arequipa, Moquegua et Tacna. La situation la plus mauvaise en termes de niveau de vie se trouve dans les provinces des départements de Puno (en particulier Azángaro, Chucuito, Lampa, Sandia et Puno) et de Pasco (Daniel A. Carrión et Pasco).

Le **groupe II** - pauvre - est constitué de 55 provinces dont les déficiences sont sérieuses, surtout en matière de services de base. La majorité des provinces de ce groupe sont situées dans la Sierra Norte et la Selva (quasiment toutes les provinces des départements de Amazonas, Loreto et Ucayali). Dans ce groupe se retrouvent 12 capitales de département (Huamanga, Abancay, Cusco, Cajamarca, Moyobamaba, Huánuco, Huaraz, Chachapoyas, Huancayo, Piura, Coronel Portillo et Tumbes), c'est-à-dire 9 capitales de plus que dans la carte de 1981, ce qui montre l'augmentation de la pauvreté dans les principales villes de l'intérieur du pays.

Le **groupe III** - moyen - est constitué de 25 provinces. Les capitales de provinces qui se retrouvent dans ce groupe sont Maynas, Tacna, Chiclayo et Tambopata. La localisation des provinces est diversifiée, mais avec une tendance majoritaire dans le nord du pays. Quelques provinces des départements de La Libertad (Otuzco, Bolívar, Sánchez Carrión, Patat et Santiago de Chuco) et de Cajamarca (San Ignacio, Cajabamba, Cutervo, Chota et Hualgayoc) sont en progrès relatif, tandis qu'on constate une détérioration relative dans des provinces des départements de Piura (Morropón, Piura, Paita et Sullana) et de Lambayeque (Ferreñafe et Lambayeque).

Enfin, le **groupe IV** - acceptable - est constitué de 16 provinces, dont 6 sont des capitales de départements (Trujillo, Ica, Ilo, Arequipa, Callao et Lima). La grande majorité de ces provinces se situent dans la région côtière du pays, en notant une fois encore le privilège relatif des villes de la côte en matière d'accès aux services de base. Certaines provinces sont équipées de centres de production et de transformation des produits miniers et pétroliers à Marcona (province de Nazca, Ilo et Talara).



Ce que cachent les chiffres

Sur un plan plus général il faut avoir à l'esprit que, si les provinces entrant dans le groupe IV affichent des degrés relativement supérieurs de satisfaction quant à l'accès global aux services de base, ces données occultent de grandes disparités au sein des provinces. Aussi faut-il, surtout dans des villes comme Lima, Arequipa et Trujillo, procéder à une approche plus affinée par districts si l'on veut faire preuve de rigueur dans l'analyse. Pour la seule métropole de Lima, les pauvres représentent 49% de la population, alors qu'en 1986 ils ne représentaient que 17%.

JULIO CASAS C.
TIRÉ DE DIAL NO 1896

Le congrès extraordinaire du FSLN au Nicaragua

À l'heure des choix

DU 20 AU 23 MAI DERNIER S'EST TENUE À MANAGUA LA SESSION EXTRAORDINAIRE DU PREMIER CONGRÈS DU FRONT SANDINISTE DE LIBÉRATION NATIONALE (FSLN). L'ENJEU PRINCIPAL DE CE CONGRÈS EXTRAORDINAIRE ÉTAIT DE RÉSOUDRE LES DIVERGENCES AU SEIN DU PARTI QUANT À LA LIGNE À SUIVRE FACE AU GOUVERNEMENT CHAMORRO ET À SES POLITIQUES NÉO-LIBÉRALES. PENDANT LA PÉRIODE PRÉ-CONGRÈS, DEUX TENDANCES SE SONT AFFRONTÉES AVEC UNE VIRULENCE QUI A FAIT CRAINDRE L'ÉCLATEMENT DU PARTI. L'ÉCLATEMENT N'A PAS EU LIEU ET BIEN QUE LES LUTTES DE POUVOIR ET LES ACCUSATIONS PERSONNELLES AIENT SOUVENT PRIS LE PAS SUR LES ANALYSES ET LES DISCUSSIONS À TÊTE FROIDE, IL RESTE QUE LE CONGRÈS A PERMIS UNE DÉFINITION PLUS CLAIRE DU PROFIL ACTUEL DU FSLN, LEQUEL REPREND DÉSORMAIS UNE ALLURE PLUS COMBATIVE FACE AU NÉO-LIBÉRALISME.

Les antécédents

On peut faire remonter l'origine de ce Congrès extraordinaire à la publication le 12 juillet 1993 du «Manifeste des 29» dans lequel un groupe important de dirigeants sandinistes critiquait en ces termes les résultats de la collaboration sandiniste avec le gouvernement Chamorro :

«Pendant que le FSLN s'épuise face à ce gouvernement, la droite, le somozisme, principal danger de la nation, accumule en sa faveur, le mécontentement populaire, manipulant démagiquement la misère du peuple.»

Le manifeste appelait le FSLN à «se mettre à la tête de la lutte populaire en prenant clairement ses distances par rapport à ce gouvernement, en organisant la lutte syndicale et sociale pour réclamer maintenant ce qui nous a été refusé depuis plus de trois ans par les politiques économiques et sociales en vigueur» (Barricada, 12/07/93).

Une semaine après la publication de ce manifeste, lors de la manifestation célébrant le 14^e anniversaire de la révolution, Daniel Ortega (avec, on le présume, l'autorisation de l'Assemblée sandiniste) «plébiscitait» la foule sur l'organisation d'un congrès extraordinaire pour déterminer l'orientation du parti; la date proposée : mai 1994. Dans les mois qui suivirent, la distance se creusa d'une part entre le mouvement populaire sandiniste et ses tactiques quasi-insurrectionnelles et d'autre part les hautes instances du parti: pendant que les troupes du Front révolutionnaire ouvrier et paysan occupaient la ville d'Estelí, que le commando «Souveraineté et Dignité» dénouait une prise d'otages en prenant à son tour en otage des dirigeants de la droite, que les militants sandinistes affluaient dans les rues pour ériger des barricades en appui à une grève du transport, le caucus sandiniste et la Direction nationale du parti étaient absorbés par une série de négociations avec les partis de droite et de centre-droit, pour en arriver à un nouveau pacte politique qui se concrétiserait dans une série de réformes de la constitution. Ce fossé croissant entre les instances supérieures et les bases organisées du FSLN précipita la crise.

Les dissensions éclatèrent au grand jour en janvier dernier, suite à une réunion de militants sandinistes, convoquée par le «groupe des 29» et présidée par Daniel Ortega au cours de laquelle, selon le journal Barricada du 26/01/94, auraient été émises des critiques «disqualifiant quatre membres de la Direction nationale». Un des participants à cette réunion, le directeur de la Radio La Primerísima, déclara ensuite sur les ondes qu'il s'agissait «d'un groupe de sept députés et d'un membre de la Direction nationale, Sergio Ramirez Mercado, contre le reste du FSLN ou presque», qui trahissaient les intérêts populaires. Cette déclaration déclencha une guerre médiatique où les attaques et contre-attaques personnelles se substituèrent largement au débat politique.

En février, parurent cependant les manifestes de chacune des deux tendances : «Pour l'unité révolutionnaire du FSLN», de la tendance qui s'auto-désigna comme «gauche démocratique» et «Pour un Sandinisme qui retourne aux majorités», de la tendance dite «rénovatrice»; à la tête de la première : Daniel Ortega; à la tête de la deuxième : Sergio Ramirez.

En réalité, les deux documents coïncident sur la majorité des principes essentiels : pluralisme du parti, priorité aux besoins des pauvres, rejet du néo-libéralisme. Là où les textes divergent, c'est quand ils abordent les moyens de lutte : alors que les «rénovateurs» rejettent toute méthode de lutte violente, la «gauche démocratique» affirme que «le FSLN considère comme légitimes toutes les formes de lutte du mouvement populaire» à condition qu'elles comptent sur l'appui majoritaire de la base.

Le débat s'intensifiera dans les assemblées locales de militants en vue du congrès, mais là encore, les différences personnelles l'emportèrent souvent sur les débats idéologiques et programmatiques (il importe de souligner que ces assemblées locales n'avaient pas à élire les délégués au congrès, qui étaient les mêmes que ceux élus pour le premier congrès, en 1991.)

La «guerre des tendances» éclipsa en partie les élections des gouvernements autonomes de la Côte atlantique, en février,

de sorte que les structures locales du FSLN durent assumer pratiquement seules le poids de la campagne électorale. Le résultat de ces élections fut que les Sandinistes perdirent quatre sièges de conseillers régionaux (de 37 à 33) alors que le parti d'extrême-droite du maire de Managua, le Parti libéral constitutionnaliste, remporta 37 des 90 sièges.

Les résultats du congrès

Bien que le Congrès de mai ait été convoqué dans le but de définir les orientations du FSLN, les aspects reliés aux réformes du programme et des statuts occupèrent beaucoup moins de place que l'élection des nouvelles autorités du parti: assemblée sandiniste, direction nationale et secrétaire général.

Ainsi, les «précisions programmatiques» apportées par les délégués peuvent se résumer en trois points :

- a) le FSLN doit corriger les erreurs qu'il a commises dans le secteur rural, consacrer plus de temps à ce secteur, y renforcer les alliances forgées depuis la fin de la guerre, travailler à améliorer le financement et l'assistance technique aux producteurs agricoles;
- b) le FSLN doit développer une stratégie d'opposition transparente contre les politiques gouvernementales qui provoquent l'appauvrissement des grandes majorités;
- c) le FSLN doit respecter et défendre la stabilité de la propriété; il s'oppose aux confiscations de propriétés, quelle que soit la forme de possession.

Par contre, en ce qui concerne les statuts, les délégués ont adopté des réformes importantes qui visent la démocratisation des structures du parti :

- l'augmentation du nombre de membres de la Direction nationale (de 9 à 15); ces membres sont élus tous les trois ans lors des Congrès du parti. Même si ce congrès en 1991 avait constitué la Direction nationale comme «comité exécutif» et avait défini que parmi les Congrès, c'est l'Assemblée sandiniste qui constitue l'autorité suprême; quand au nombre de membres de l'Assemblée, il est maintenu à 120, mais au moins la moitié doivent être élus par les assemblées locales de militants;
- la reconnaissance du droit à l'autonomie du FSLN dans les Régions autonomes de l'Atlantique, chacune de ces deux régions ayant droit à au moins un représentant au sein de la Direction nationale; le Congrès charge les représentants de la Côte atlantique d'élaborer une proposition d'autonomie ainsi que sa réglementation, qui seront soumises pour approbation à l'Assemblée sandiniste;
- la discrimination positive en faveur des femmes, dont la représentation dans les instances de direction du parti ne pourra désormais être inférieure à 30%.

Mentionnons finalement que le Congrès a décidé de maintenir la définition du FSLN comme porte-parole d'«avant-garde», ce qui a semblé à plusieurs en contradiction avec les mesures de démocratisation interne.

Les élections des nouvelles autorités du parti ont révélé une nette prédominance de la «gauche démocratique» : Daniel Ortega a été réélu secrétaire général et les candidats de la gauche l'ont emporté dans la proportion de 2 contre 1 autant au niveau de l'Assemblée sandiniste qu'à celui de la Direction nationale.

Seulement deux des neuf membres de l'ancienne Direction nationale ne se retrouvent pas dans la nouvelle : Sergio Ramirez et Jaime Wheelock, qui ne se présentait pas; des huit nouveaux membres, six sont des signataires du «Manifeste des 29» (Mónica Balfodano, Lumberto Campbell, Myrna Cunningham, Benigna Mendiola, Victor Hugo Tinoco et René Vivas)

Aussitôt connue son exclusion de la Direction nationale, Sergio Ramirez annonça son intention de renoncer à son poste de chef du groupe parlementaire sandiniste, mais les 39 députés refusèrent sa démission et lui exprimèrent leur appui unanime, ce qui le fit revenir sur sa décision. Il importe ici de souligner que trois des nouveaux membres de la Direction nationale sont députés (Dora María Tellez, Benigna Mendiola, Myrna Cunningham), de sorte que le lien organique entre la Direction nationale et le caucus se trouvera probablement renforcé.

Au niveau de l'Assemblée sandiniste, on remarque une forte représentation des dirigeants syndicaux (FNT, CST, ANDEN, FETSALUD) : on peut donc s'attendre à voir une meilleure coordination entre les luttes syndicales et les luttes politiques.

Conclusion

Si le Congrès a révélé la prépondérance au sein du FSLN des militants plus liés aux organisations syndicales et populaires et s'il a permis de tracer une ligne politique plus nette, de nombreuses interrogations subsistent quant à la capacité du parti de remporter des victoires significatives contre l'offensive néo-libérale et d'offrir aux exclus une véritable alternative.

Ainsi, la privatisation d'entreprises en faveur des travailleurs semble avoir davantage contribué à développer une mentalité patronale parmi un secteur important de l'establishment syndical sandiniste plutôt qu'à démocratiser vraiment l'économie.

De même, la discrimination positive en faveur des femmes établie par le Congrès peut apparaître comme une victoire plus symbolique que réelle à la lumière du ressac anti-féministe déclenché lors du dernier Congrès de la Centrale sandiniste des travailleurs.

CARMEN RIENDEAU

Carmen Riendeau est collaboratrice de SUCO et vit au Nicaragua depuis plus de 4 ans. Ce texte nous a été fourni par «Outils de paix».

Les roses de Monsieur Obdulio

IL EST DES SYMBOLES QUI, DANS UNE TRAGÉDIE NATIONALE, SE GRAVENT PROFONDEMENT DANS LES ESPRITS. C'EST LE CAS, EN 1989, DE LA TUERIE DE L'UNIVERSITÉ CENTRO-AMÉRICAINE DE SAN SALVADOR AU COURS DE LAQUELLE UN COMMANDO D'ÉLITE DE L'ARMÉE A MASSACRÉ SIX JÉSUITES ET DEUX FEMMES À LEUR SERVICE : JULIA ELBA ET SA FILLE CÉLINA. MÊME LES ÉTRANGERS EN VISITE DANS CE PAYS SONT SAISIS PAR CETTE RÉALITÉ.

OBDULIO – MONSIEUR OBDULIO – ÉTAIT LE MARI DE JULIA ALBA ET LE PÈRE DE CÉLINA. UN HOMME DU PEUPLE. C'EST LUI QUI AVAIT DÉCOUVERT LE PREMIER LES CADAVRES DES JÉSUITES, DE SA FEMME ET DE SA FILLE. DANS LES MOIS QUI AVAIENT SUIVI, IL AVAIT FAIT DU LIEU DE LA TUERIE UN JARDIN DE ROSES ROUGES ET JAUNES: "LE JARDIN DE ROSES DES MARTYRS".

LE 25 JUIN 1994, QUATRE ANS ET DEMI APRÈS CES TERRIBLES ÉVÉNEMENTS, IL MOURAIT DE CHAGRIN.

NOUS AVONS PENSÉ, AVEC CE TEXTE DU JÉSUI TE JON SOBRINO TIRÉ DE CARTA A LAS IGLESIAS DU 16/30 JUIN 1994, QU'IL ÉTAIT IMPORTANT DE CONSERVER DANS LA MÉMOIRE COLLECTIVE LA FIGURE ATTACHANTE DE MONSIEUR OBDULIO.

Obdulio est mort

« Mon serviteur prospérera et justifiera les multitudes. »

Obdulio est mort. En me mettant à écrire je ressens le besoin - et la difficulté - de faire de cette triste annonce quelque chose qui soit aussi bonne nouvelle. Ce sentiment qui s'impose à moi va bien plus loin que la coutume chrétienne - voire professionnelle, pour un théologien - consistant à rappeler que, de la croix, jaillit la résurrection. Une coutume pourtant bien compréhensible après tant d'années de présence à la mort de tant d'honnêtes gens. Mais je n'écris pas par routine, et j'entends encore moins transformer la nécessité en vertu. Simplement, je voudrais dire ce que m'inspire le fait d'avoir connu Obdulio et d'avoir constaté ce don étonnant qu'il avait de rayonner la bonté et la vie dans la tragédie qu'il avait vécue voici plus de quatre ans et demi.

Il est tellement évident qu'Obdulio a été une bonne nouvelle pour nous et pour d'innombrables autres personnes, qu'on ne peut écrire sur lui - et qu'on ne peut même raconter sa mort - sans mentionner cet évangile. Et il y a eu tant de gens qui l'ont connu, tant de gens qui demandaient à parler avec lui comme on demande un privilège, tant de gens qui l'approchaient dans le respect avec lequel on s'approche d'une chapelle ou d'une tombe, tant de gens qui pleuraient et se sentaient en même temps apaisés en l'entendant raconter ses histoires, tant de gens qui demandaient à être photographiés avec lui, tant de gens, enfin, qui se réjouissaient de voir Monsieur Obdulio, que nous ne pouvons pas écrire pour augmenter la douleur mais bien pour transmettre, même au coeur de la mort, la paix, la sérénité et, pourquoi pas? la joie.

Obdulio, dans son jardin de roses, vivait transfiguré. C'était comme s'il ne s'appartenait déjà plus, comme s'il s'identifiait définitivement à la réalité qu'exprimaient les roses rouges et jaunes. Pour les innombrables visiteurs il était là avec son sourire, sa bonté et sa parole. De temps à autre il se mettait à raconter encore une fois les événements; il mettait ainsi en pratique ce que dit l'évangile quand il s'agit de « prêcher sur les toits ce que nous disons dans l'intimité ». Effectivement, Obdulio n'avait plus d'intimité, plus de vie privée. Ce qu'il ressentait au plus profond de lui-même apparaissait à l'air libre, au grand jour, à la portée de tout un chacun... Au sens plein de l'expression Obdulio était devenu un homme sans rien à lui, « un homme pour les autres » - l'idéal tant de fois répété par le Père Arrupe - devenu tel non point par quelque exercice d'ascèse mais tout simplement par bonté pure.

En plus de la bonté, il irradiait une paix et une sérénité étonnantes. Jamais je n'ai entendu dans sa bouche un quelconque mot de rancœur, si ce n'est de douleur, oui. Jamais je ne l'ai entendu parler de vengeance, mais seulement se plaindre des misères du pays et de la cruauté des assassins dans cette nuit-là de novembre. Sans le savoir, il réalisait en sa personne les paroles de l'Apôtre Paul : « Là où le péché a abondé, la grâce a surabondé. »

Par sa simple présence au jardin des roses, par sa parole ou par son silence, Obdulio proclamait la vérité et dénonçait la barbarie avec la même éloquence - que dis-je? avec une plus grande éloquence - que le rapport de la Commission des Nations Unies pour la vérité. Il était sans cesse prêt à raconter son histoire aux délégations de gens et aux journalistes. Une seule fois je l'ai vu refuser de parler à un groupe de journalistes nationaux car, disait-il « ceux-là, ils ne disent pas la vérité. »

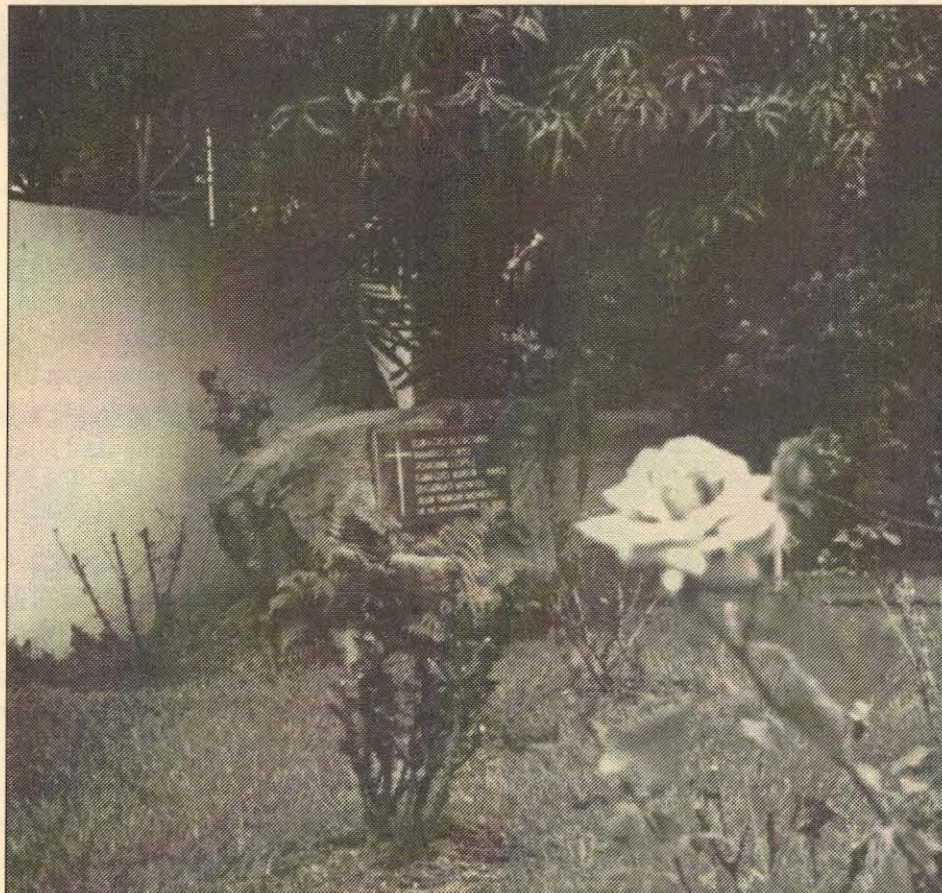
Obdulio ne voulait travailler qu'à une seule chose : soigner le jardin, son jardin. Comme nous l'avons dit en d'autres occasions, il s'était transformé en «gardien des lieux saints». Des lieux saints, en vérité, par le sang et l'amour répandus. Des lieux à conserver et à garder, car c'est là que s'exprime ce que nous, Salvadoriens, avons produit de meilleur : le don de la vie par amour des plus faibles et des plus petits. Cela qu'on voudrait maintenant nous arracher au nom de tous les néo-libéralismes et autres modernismes.

Au cours des derniers mois, Obdulio était triste et ça se voyait. Dans son homélie, le Père Cardenal a dit qu'il était mort de chagrin. Obdulio a succombé à la peine, à la souffrance et à la tragédie accumulées dans son coeur pendant plus de quatre ans. Comme Rufina, la survivante du massacre d'El Mozote et comme tant d'autres au Salvador, Obdulio a vécu jour après jour le martyr de Julia Elba et de Celina.

Si les anciens disaient que les enfants dépourvus de raison pouvaient être baptisés dans la foi de leurs parents, nous pouvons dire à notre tour qu'Obdulio, et tant d'autres hommes et femmes comme lui, peuvent être déclarés martyrs dans le sang de leurs enfants.

Obdulio, témoin, martyr. Il a pris sur lui les péchés de la multitude, comme le dit Isaïe du serviteur souffrant de Yahvé. Comme le prophète aussi, nous pouvons dire qu'il prospérera et justifiera les multitudes. Il est sûr que, dans un certain sens, le jardin de roses ne sera jamais plus comme avant. Mais nous savons tous et nous espérons qu'au milieu des roses, il y aura toujours la bonté et le sourire d'Obdulio.

JON SOBRINO
EXTRAIT DE DIAL NO 1904



Je suis parti, j'ai vu et j'ai beaucoup aimé

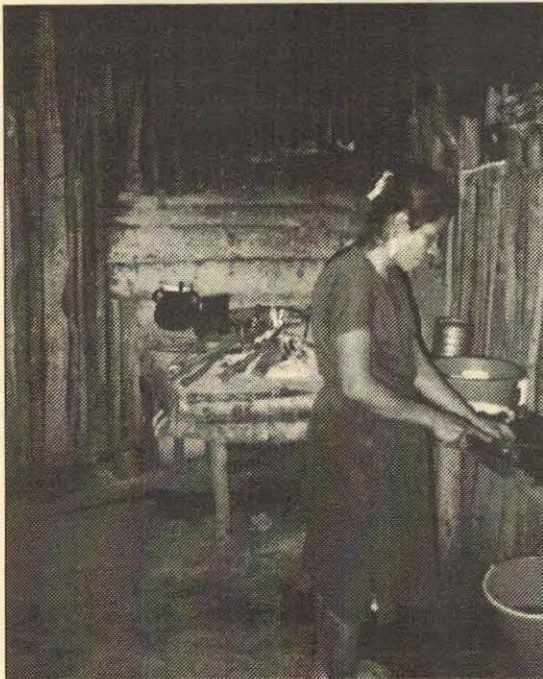
Dans le Caminando de mars 1994, je vous avais annoncé mon départ pour le Guatemala dans le cadre du Projet Accompagnement, réseau d'organisations non gouvernementales à travers le Québec et le Canada, créé pour répondre aux besoins d'accompagnement international des réfugiés guatémaltèques.

De retour au Québec, je souhaite vous faire partager mon expérience en écrivant deux articles. Dans celui-ci, je décris la première partie de mon séjour; dans le prochain numéro, je relaterai mon expérience d'accompagnateur au Guatemala et tenterai de vous donner des éléments sur la situation actuelle au Guatemala. Si vous me le permettez, j'aurais envie de dire en paraphrasant Jules César, je suis parti, j'ai vu et j'ai beaucoup aimé...

Avant de faire de l'accompagnement au Guatemala, notre processus de formation - qui a commencé à

Montréal et a duré six jours - s'est poursuivi par une session d'orientation à Mexico, au cours de laquelle nous avons eu plusieurs rencontres, entre autres, avec un membre de la Commission guatémaltèque des droits de la personne. Puis, nous avons eu une formation d'une semaine à San Cristobal de las Casas - au Mexique - qui nous a aidé à mieux comprendre le contexte dans lequel nous allions intervenir. Ce processus s'est terminé à Comalapa - situé dans l'état du Chiapas - par une visite de deux jours dans un petit camp de réfugiés. Il n'y avait dans ce camp qu'une quinzaine de familles, chaque famille avait sa petite maison (casita), ce qui ne donnait pas trop à ce lieu l'allure d'un camp de réfugiés.

Le lendemain de notre arrivée dans cette communauté, tous ses membres ont été invités à nous rencontrer au cours d'une réunion qui avait lieu dans le centre du village. Ce fut un peu intimidant comme rencontre, les deux groupes se faisaient face, le chef de la communauté fut le premier à parler, suivi par la coordonnatrice de notre organisation. Par la suite, chaque accompagnateur-rice - nous étions quatre - s'est présenté-e à la communauté et des membres de celle-ci ont été invités à prendre la parole. Ce qui m'a impressionné, c'est le sens de l'hospitalité et du partage de cette communauté. Deux jours, c'est peu de temps pour se connaître, mais c'est suffisant pour faire naître des liens d'amitié. Le chef de la communauté, s'adressant aux autres, parlait de nous en disant « nuestros hermanos de Canada ». Notre séjour au sein de cette communauté marquait le terme de la formation, mais notre expérience ne faisait que commencer. Nous devions par la suite nous rendre au Guatemala pour y être accompagnateurs. Après avoir quitté Comalapa, je me suis donc rendu dans l'Ixcán, région située dans le nord du Guatemala.



FRÉDÉRIC GIRARD

AGENDA LATINO-AMÉRICAIN

1

9

9

5

**En
vente
dans
tous
les bons
diocèses...**



Mémoire et Espérance

Au cœur du monde Bâtir nos solidarités

Le néolibéralisme en Amérique Centrale

Aujourd'hui, quelles sont les alternatives au Nicaragua?

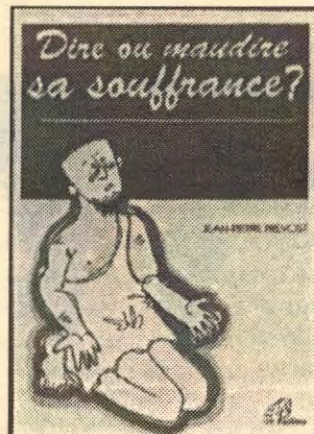
- MANON HOGUE
Journaliste et anthropologue
- VICTOR HUGO TINOCO
Membre de la direction nationale et responsable des
relations extérieures du F.S.L.N.

Conférence:

Mercredi, le 5 octobre 1994, 19h30
Cégep du Vieux-Montréal (cafétéria)
255, Ontario est
information: 982-6611



nouveauté



Déclic 13 • 72 pages • 4,75\$

Dire ou maudire sa souffrance? *Les enjeux du livre de Job* Jean-Pierre Prévost

L'auteur nous propose d'ouvrir le Livre de Job pour y découvrir un personnage très proche de nous. En effet, Job, cet homme que la tradition a souvent présenté comme un modèle de patience, a vécu pleinement sa révolte et ses questionnements face à la souffrance. Et cela, sans jamais se couper de Dieu, de sa bienveillance, de son amitié. Un livre aidant pour la traversée de nos souffrances.

Une co-édition Paulines

Centre de Pastorale en Milieu Ouvrier



LIBRAIRIES

4362, rue Saint-Denis Montréal, Qc
H2J 2L1 tél.: (514) 849-3585 téléc.: (514) 849-6791

275, rue Parent Saint-Jérôme, Qc
J7Z 1Z8 tél.: (514) 436-7554

350, rue de la Cathédrale
Trois-Rivières, Qc G9A 1X3 tél.: (819) 374-2722



La Charte de principes de l'AQOCI

APRÈS UNE COURTE INTERRUPTION, CAMINANDO REPREND SA PUBLICATION DE LA CHARTE DE PRINCIPES SUR LES DROITS HUMAINS DE L'ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES ORGANISMES DE COOPÉRATION INTERNATIONALE (AQOCI)

Principe 3

Tous les droits humains comportent à la fois une dimension individuelle et une dimension collective.

Les droits civils et politiques ne sont pas que des droits individuels: ils ont une dimension collective, particulièrement importante pour le développement. Il en est ainsi par exemple du droit de réunion, de liberté d'expression, de liberté d'association, etc.

On a toujours traditionnellement qualifiés les droits civils et politiques de droits individuels. Pourtant, non seulement c'est chaque individu mais c'est l'ensemble des individus qui peuvent, collectivement, agir pour leur développement. C'est grâce à l'espace démocratique que crée l'état de droit dans une société que les droits civils et politiques acquièrent véritablement leur dimension collective.

D'ailleurs, les droits civils et politiques ne peuvent être véritablement respectés quand ils sont coupés de leur dimension collective et du contexte socio-économique dans lequel ils s'inscrivent. L'interprétation des droits civils et politiques uniquement dans leur dimension individuelle peut entraîner qu'ils soient bafoués pour une grande majorité d'êtres humains. La question de la propriété foncière concentrée dans les mains d'élites locales en est un cas patent.

De même, les droits économiques, sociaux et culturels, traditionnellement qualifiés de droits collectifs, ont eux aussi une dimension individuelle. Car même si ces droits sont habituellement revendiqués pour toute une collectivité, chaque membre de la collectivité a un droit individuel à en bénéficier. Δ

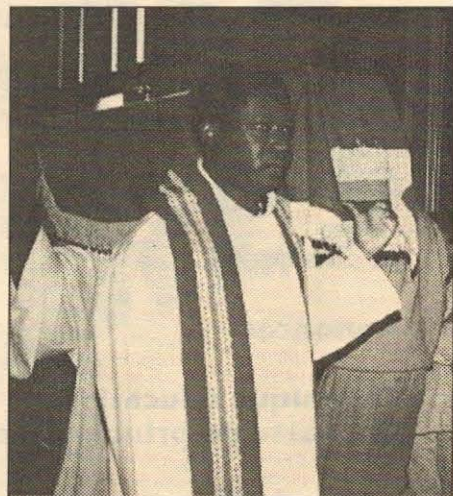
Va - et - vient

48 heures Romero

- ☛ Comme il s'agit cette année de l'organisation du 15^e anniversaire de Romero, il a paru bon à la **Coalition Romero** de métamorphoser le «24 heures» Romero annuel en un 48 heures. Du 16 au 18 septembre, douze personnes représentant plusieurs régions du Québec se sont retrouvées à la maison "La Botte de foin" dans l'Estrie, afin d'établir ensemble la thématique du 15^e de Romero. Travail dynamique et fructueux dont vous aurez bientôt des nouvelles.
- ☛ Le 16 novembre 1994, 5^e anniversaire de l'assassinat des Jésuites de l'UCA au Salvador. Un comité se met en place afin que soit souligné ici cet anniversaire du martyr des six Jésuites et de leurs deux employées. Prenez déjà note de la date. Des informations supplémentaires vous seront envoyées.
- ☛ **André Drapeau**, après trois ans de labeur infatigable, quitte la région de Montréal pour retrouver son beau pays du Saguenay-Lac St-Jean... et de nouveaux défis. La Coalition Romero et le Comité Chrétien pour les droits humains en Amérique latine perdent un fidèle et efficace collaborateur qui trouvera sûrement moyen de continuer son engagement de solidarité «là-bas» et de nourrir ses liens d'amitié avec «ici». Merci André. Nous te souhaitons beaucoup de bonheur.
- ☛ L'équipe de Caminando a le plaisir de vous annoncer qu'elle vient de s'adjoindre un nouveau collaborateur

en la personne de **Jean Greffard**, p.m.é. Jean est rédacteur de la revue Missions-Étrangères. Bienvenue Jean!

- ☛ Dimanche, le 28 août dernier, le **Père Jean-Marie Vincent** était froidement abattu par balles à Port-au-Prince. Samedi, le 3 septembre, l'église du Gésu était remplie à craquer d'une foule d'Haïtiens et d'Haïtiennes, de missionnaires, de représentant-es d'institutions vouées à la justice, tous réunis pour rendre hommage à ce religieux profondément engagé avec son peuple. La célébration a été suivie d'une procession silencieuse dans les rues de Montréal jusqu'au Consulat américain. On voit ici le cercueil symbolique du Père Jean-Marie qui ouvrait la marche.



JE M'ABONNE AU CAMINANDO
JE ME RÉABONNE AU CAMINANDO



NOM _____

ADRESSE _____

VILLE _____ **CODE POSTAL** _____

Abonnement (4 numéros par année) : 20 \$ au Canada et 23 \$ à l'étranger

Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine

25, rue Jarry Ouest, Montréal, Québec, H2P 1S6

Téléphone : (514) 387-2541 • Télécopieur : (514) 387-5550

S O M M A I R E

Éditorial	2
DOSSIER BRÉSIL	
Cardoso, entre le miracle et le mirage	3
Du Mondial aux élections	4
La crise économique : aggravation des contradictions socio-économiques	6
Relance de la querelle sur les terres indiennes	7
Migration des Indiens vers la ville	8
Les Indiens du Brésil souffrent de la faim	8
Numéro spécial de «Alerta»	8
Des Brésiliennes rejettent le fonds USAID	9
Les femmes de race noire souffrent davantage	9
Espoir pour les enfants des rues au Brésil	10
La victoire de Rogério	12
UNICEF : portrait inquiétant de l'enfance au Brésil	13
 Pérou : la carte de la pauvreté	 14
 Le congrès extraordinaire du FSLN au Nicaragua : à l'heure des choix	 16
 El Salvador : les roses de M. Obdulio	 18
 Je suis parti, j'ai vu et j'ai beaucoup aimé	 20
 Annonces	 21
 Chronique éducation : la Charte de principes de l'AQOCI	 22
 Va-et-vient	 23

Le Caminando est le bulletin du Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine. Il est publié quatre fois par année.

Adresse : 25, rue Jarry Ouest, Montréal, Québec, H2P 1S6

Téléphone : (514) 387-2541 • Télécopieur : (514) 387-5550

Ont collaboré à ce numéro: Pierre Fournier, Frédéric Girard, Jean Greffard, Clotilde Lemay, Madeleine Perreault, David Poirier, Jean-Claude Ravet, Jean Robitaille. Infographie : Louise Gravel.